

Liberia/Présidentielle

20 candidats se lancent dans le marathon

AFP
Monrovia/Liberia

Parmi eux, l'ex-star du foot George Weah, l'ancien chef de guerre Prince Johnson et une ex-mannequin, MacDella Cooper.

LA commission électorale du Liberia a annoncé que 20 candidats, dont l'ex-star du foot George Weah, un ancien chef de guerre et une ex-mannequin, brigueront la succession de la présidente Ellen Johnson Sirleaf à l'issue d'une campagne marathon qui a débuté hier. Après deux mandats successifs, Mme Sirleaf, 78 ans, première femme élue chef de l'Etat en Afrique en 2005, réélue en 2011 après avoir obtenu le Prix Nobel de la Paix, ne pourra pas se représenter à la présidentielle du 10 octobre, combinée à un

scrutin législatif. Aucun favori ne se détache clairement pour ces élections, les premières dont la sécurité relèvera des forces libériennes, et non plus des Casques bleus de l'Onu, qui leur ont rétrocedé cette responsabilité en juin 2016 et dont la mission doit s'achever prochainement. Le président de la commission électorale (NEC), Jerome Korkoya, a rappelé aux partis et candidats leur "engagement en faveur d'élections pacifiques" dans ce pays anglophone encore marqué par une sanglante guerre civile - 250 000 morts entre 1989 et 2003 - puis ravagé pendant deux ans par l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest, qui a pris fin en juin 2016. "Je suis entièrement prêt à prendre la présidence cette fois-ci", a déclaré à l'AFP le plus célèbre des



Photo : AFP

Des affiches d'une campagne aux allures de marathon ont commencé à fleurir sur les murs de Monrovia.

prétendants, l'ancienne gloire du football et sénateur George Weah, battu par Mme Sirleaf en 2005, puis de nouveau en 2011 comme candidat à la vice-présidence. L'ancienne star du PSG et du Milan AC, unique Ballon d'or africain à ce jour, se présente sur un ticket avec la sénatrice Jewel Taylor, ex-épouse de l'an-

ancien président (1997-2003) Charles Taylor. Chef de guerre pendant le conflit au Liberia, condamné en 2012 à 50 ans de prison pour crimes contre l'humanité et crimes de guerre commis lors de la guerre civile en Sierra Leone voisine (1991-2001), Charles Taylor conserve une réelle influence dans son

pays. Un autre prétendant est l'ex-chef de milice Prince Johnson, aujourd'hui sénateur, tristement célèbre pour une vidéo le montrant en train de siroter une bière pendant que ses hommes torturaient à mort le président Samuel Doe en 1990. L'actuel vice-président, Joseph Boakai pourra compter sur l'appui mesuré de Mme Sirleaf. Le magnat de la téléphonie mobile Benoni Urey et un ancien dirigeant de Coca-Cola pour l'Afrique, Alexander Cummings, sont également candidats. Enfin, l'unique femme en lice, MacDella Cooper, 40 ans, a créé en 2004, après une carrière dans la mode aux Etats-Unis, une organisation caritative venant en aide aux enfants abandonnés.

Tchad-Niger-Mali/Force anti-jihadiste au Sahel

La France " fait le point " avec ses alliés africains

AFP
N'Djamena/Tchad

LA ministre française des Armées Florence Parly a commencé hier à N'Djamena à "faire le point" avec trois des partenaires africains de la France (Tchad, Niger, Mali) sur la mise en place de la force anti-jihadistes au Sahel appuyée par Paris. "Je vais rencontrer le président nigérien et je vais visiter nos forces à Gao avec le président Ibrahim Bouba-car Keita. C'est un moment très important puisque la force G5 Sahel se met en place", a-t-elle déclaré après une première rencontre avec le président tchadien Idriss Déby Itno. Les dirigeants des pays du G5 Sahel (Tchad, Niger, Mali, Burkina Faso, Mauritanie), aiguillonnés par le président français Emmanuel Macron, ont acté le 2 juillet à Bamako la constitution de cette force anti-

hadiste conjointe et déboulé des fonds pour commencer son déploiement en septembre-octobre. Cette force doit être commandée par le général malien Didier Dacko. "Après le sommet extraordinaire de Bamako, il était important de venir faire un point avec le général Dacko sur les étapes qui étaient franchies puisqu'un calendrier a été fixé par le président Macron en lien avec ses homologues du G5 pour rendre cette force aussi concrète que possible", a-t-elle ajouté. Après avoir salué les "liens anciens et efficaces" de la France avec le Tchad, la ministre devait partir pour le Niger poursuivre sa tournée avec son homologue allemande Ursula von der Leyen. A son arrivée la veille à N'Djamena, Mme Parly avait tenu à rassurer les soldats français de la force Barkhane (4 000 au total) après les polémiques à



Photo : AFP

La ministre française des Armées accueillie par le président tchadien, Idriss Déby Itno.

Paris sur les moyens alloués à la Défense. "Vous pouvez compter sur

ma détermination pour que vous disposiez des moyens nécessaires à l'exécution de

vos missions", a-t-elle déclaré devant le commandant de Barkhane établi à N'Djamena, également pour lutter contre les jihadistes dans la bande sahélo-saharienne. "C'est mon combat, il est moins risqué que le vôtre, bien sûr, mais je veux vous le dire, car vous avez sans doute eu écho de récents débats parisiens", a-t-elle ajouté. Le chef d'Etat-major de l'armée française Pierre de Villiers a démissionné le 19 juillet de ses fonctions après s'être insurgé, à huis clos devant la commission de la Défense de l'Assemblée nationale, contre les économies de 850 millions d'euros (556 milliards de francs) demandées à la Défense pour 2017. Le 13 juillet, le président Macron l'avait sévèrement recadré devant toute la hiérarchie militaire, jugeant "pas digne d'étaler certains débats sur la place publique".

Photo : AFP

• Congo/Législatives. Vers une large majorité pour le président Sassou-Nguesso



Près d'un an et demi après sa propre réélection contestée, le président du Congo-Brazzaville, Denis Sassou-Nguesso, devrait de nouveau disposer d'une majorité confortable à l'Assemblée au terme du second tour des élections législatives dimanche, marquées par quelques incidents et le report du scrutin dans neuf circonscriptions de la région du Pool.

• Ouganda/Armée. Douze soldats tués en Somalie

L'armée ougandaise a annoncé hier avoir perdu 12 soldats œuvrant dans le cadre de la mission de l'Union africaine en Somalie (Amisom), lors d'une embuscade menée dimanche par les islamistes somaliens shebab dans le sud du pays.

• RDCongo/Troubles. Affrontements manifestants et policiers à Goma

Manifestants et policiers se sont affrontés hier à Goma, dans l'est de la République démocratique du Congo, lors d'une mobilisation nationale contre le maintien du président Joseph Kabila à la tête du pays et la non-convocation des élections pour désigner son successeur.

Malawi/Corruption

Mandat d'arrêt contre l'ex-présidente Joyce Banda

AFP
Blantyre/Malawi

LES autorités du Malawi ont émis hier un mandat d'arrêt contre l'ancienne présidente Joyce Banda accusée d'être impliquée dans un gigantesque scandale de corruption dit du "Cashgate" qui avait secoué le pays en 2013 et

précipité sa défaite, a-t-on appris de source policière. "Les preuves rassemblées par les services fiscaux rendent l'ex-présidente suspecte d'abus de pouvoir et de blanchiment d'argent" dans l'affaire du "Cashgate" a déclaré à l'AFP James Kadadzera, porte-parole de la police. "Etant donné qu'il y a un besoin d'interroger l'ancienne présidente sur ces crimes supposés, un mandat

d'arrêt a été émis à son encontre", ajoute un communiqué de la police. Ce mandat d'arrêt est effectif depuis hier, a précisé M. Kadadzera. Selon la presse malawite, Mme Banda a quitté le pays après sa défaite électorale en 2014 pour vivre aux Etats-Unis mais souhaitait bientôt rentrer au Malawi. En 2013, environ 30 millions de dollars (environ

17,3 milliards de francs) avaient disparu des caisses de ce petit pays pauvre d'Afrique australe, dans des détournements impliquant des dizaines de fonctionnaires, hommes d'affaires et dirigeants politiques. A la suite de ce scandale, de nombreux pays étrangers avaient retiré leur aide au pays, une décision désastreuse pour le Malawi dont le budget dépend à 40% de

l'aide étrangère. Cette affaire avait contribué à la défaite de la présidente Banda lors des élections de 2014 au profit de son adversaire Peter Mutharika qui s'était engagé à lutter contre la corruption. Quatre personnes ont depuis été condamnées à des peines de prison pour leur implication dans le "cashgate".